

La demande d'examen préliminaire international doit être présentée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui est compétente ou, si plusieurs administrations sont compétentes, à l'une d'entre elles, au choix du déposant. Le déposant peut indiquer le nom complet ou le code à deux lettres de cette administration au-dessus de la ligne qui suit :

IPEA/ \_\_\_\_\_

# PCT

## CHAPITRE II

### DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

selon l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets :

Le soussigné requiert que la demande internationale spécifiée ci-après fasse l'objet d'un examen préliminaire international conformément au Traité de coopération en matière de brevets et fait élection de tous les États éligibles sauf indication contraire.

Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

Administration chargée de l'examen préliminaire international		Date de réception de la demande d'examen préliminaire international	
<b>Cadre n° I IDENTIFICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE</b>		Référence du dossier du déposant ou du mandataire <b>B 14208.3 FG</b>	
Demande internationale n° <b>PCT/FR2004/050129</b>	Date du dépôt international (jour/mois/année) <b>29 Mars 2004 (29.03.2004)</b>	Date de priorité (la plus ancienne) (jour/mois/année) <b>31 Mars 2003 (31.03.2003)</b>	
Titre de l'invention <b>PROCEDE DE PREPARATION DE POLY (alpha-METHYLSTYRENE).</b>			
<b>Cadre n° II DÉPOSANT(S)</b>			
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)  <b>COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE 31-33 rue de la Fédération 75752 PARIS 15ème FRANCE</b>		n° de téléphone <b>01 69 08 82 96</b>	
		n° de télécopieur <b>01 69 08 82 92</b>	
		n° de téléimprimeur	
		n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office	
Nationalité (nom de l'État) : <b>FR</b>		Domicile (nom de l'État) : <b>FR</b>	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)  <b>BALLAND-LONGEAU Alexia 152, rue de Boisdenier 37000 TOURS FRANCE</b>			
Nationalité (nom de l'État) : <b>FR</b>		Domicile (nom de l'État) : <b>FR</b>	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)  <b>CALONNE Marc 32 bis avenue du Général de Gaulle 37800 STE MAURE DE TOURAINE FRANCE</b>			
Nationalité (nom de l'État) : <b>FR</b>		Domicile (nom de l'État) : <b>FR</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> D'autres déposants sont indiqués sur une feuille annexe.			

## Suite du cadre n° II DÉPOSANT(S)

*Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la demande d'examen préliminaire international.*

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

JOUSSE Franck  
28 avenue des Echoppes  
33600 PESSAC  
FRANCE

Nationalité (nom de l'État) :  
FR

Domicile (nom de l'État) :  
FR

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

CATALA Jean-Marie  
2 rue Bizet  
67450 MUNDOLSHEIM  
FRANCE

Nationalité (nom de l'État) :  
FR

Domicile (nom de l'État) :  
FR

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

Nationalité (nom de l'État) :

Domicile (nom de l'État) :

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

Nationalité (nom de l'État) :

Domicile (nom de l'État) :

☐

D'autres déposants sont indiqués sur une autre feuille annexe.

**Cadre n° III MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN; OU ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE**

La personne indiquée ci-dessous est ☒ mandataire ☐ représentant commun  
 et ☒ a été désignée à une date antérieure; elle représente aussi le ou les déposants pour l'examen préliminaire international.  
☐ est désignée par la présente; toute désignation antérieure de mandataires ou d'un représentant commun est de ce fait révoquée.  
☐ est désignée par la présente, spécialement pour la procédure devant l'administration chargée de l'examen préliminaire international, en sus du ou des mandataires ou du représentant commun désignés antérieurement.

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

Fabien GUERRE

c/o BREVATOME  
 3, rue du Docteur Lancereaux  
 75008 PARIS  
 FRANCE

n° de téléphone

01 53 83 94 00

n° de télécopieur

01 45 63 83 33

n° de téléimprimeur

n° sous lequel le mandataire est inscrit auprès de l'office

☐ Adresse pour la correspondance : cocher cette case lorsque aucun mandataire ni représentant commun n'est ou n'a été désigné et que l'espace ci-dessus est utilisé pour indiquer une adresse spéciale à laquelle la correspondance doit être envoyée.

**Cadre n° IV BASE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL****Déclaration concernant les modifications : \***

1. Le déposant souhaite que l'examen préliminaire international commence sur la base suivante :

☒ la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement

la description

☐

telle qu'elle a été déposée initialement

☐

telle qu'elle a été modifiée en vertu de l'article 34

les revendications

☐

telles qu'elles ont été déposées initialement

☐

telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 19 (avec, le cas échéant, la déclaration jointe aux modifications)

☐

telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 34

les dessins

☐

tels qu'ils ont été déposés initialement

☐

tels qu'ils ont été modifiés en vertu de l'article 34

2. ☐ Le déposant souhaite que les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 soient considérées comme écartées.

3. ☐ Le déposant souhaite que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé jusqu'à l'expiration d'un délai de 20 mois à compter de la date de priorité, à moins que l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne reçoive une copie des modifications effectuées en vertu de l'article 19 ou une déclaration du déposant, aux termes de laquelle celui-ci ne souhaite pas effectuer de modifications en vertu de l'article 19 (règle 69.1.d)). (Ne pas cocher cette case lorsque le délai visé à l'article 19 a expiré.)

\* Lorsque aucune case n'est cochée, l'examen préliminaire international commencera sur la base de la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement ou, si l'administration chargée de l'examen préliminaire international reçoit copie des modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 ou des modifications apportées à la demande internationale en vertu de l'article 34 avant d'avoir commencé à rédiger une opinion écrite ou le rapport d'examen préliminaire international, sur la base de la demande internationale ainsi modifiée.

Langue : l'examen préliminaire international sera effectué en Français....., qui est

☒ la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée.

☐ la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale.

☐ la langue de publication de la demande internationale.

☐ la langue de la traduction (qui sera) remise aux fins de l'examen préliminaire international.

**Cadre n° V ÉLECTION D'ÉTATS**

Le déposant élit tous les États éligibles (c'est-à-dire tous les États qui ont été désignés et qui sont liés par le chapitre II du PCT) à l'exclusion des États ci-après que le déposant souhaite ne pas élire :

**Cadre n° VI BORDEREAU**

Aux fins de l'examen préliminaire international, les éléments suivants, établis dans la langue indiquée au cadre n° IV, sont joints à la présente demande d'examen :

- |  |   |            |
|--|---|------------|
| 1. traduction de la demande internationale   | : | feuilles   |
| 2. modifications selon l'article 34  | : | feuilles   |
| 3. copie (ou, si elle est exigée, traduction) des modifications selon l'article 19 | : | feuilles   |
| 4. copie (ou, si elle est exigée, traduction) de la déclaration selon l'article 19 | : | feuilles   |
| 5. lettre  | : | feuilles   |
| 6. autres pièces ( <i>préciser</i> ) Réponse à l'opinion écrite datée du 29/09/04  | : | 3 feuilles |

Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

reçu non reçu

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le ou les éléments cochés ci-après sont aussi joints à la demande d'examen préliminaire international :

- |   |   |
|---|---|
| 1. <input checked="" type="checkbox"/> feuille de calcul des taxes                          | 5. <input type="checkbox"/> explication de l'absence d'une signature                    |
| 2. <input type="checkbox"/> pouvoir distinct original                                       | 6. <input type="checkbox"/> listage des séquences sous forme déchiffable par ordinateur |
| 3. <input type="checkbox"/> original du pouvoir général                                     | 7. <input type="checkbox"/> autres éléments ( <i>préciser</i> ) :                       |
| 4. <input type="checkbox"/> copie du pouvoir général; le cas échéant, numéro de référence : |   |

**Cadre n° VII SIGNATURE DU DÉPOSANT, DU MANDATAIRE OU DU REPRÉSENTANT COMMUN**

À côté de chaque signature, indiquer le nom du signataire et, si cela n'apparaît pas clairement à la lecture de la demande d'examen préliminaire international, à quel titre l'intéressé signe.

Fabien GUERRE



Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

1. Date effective de réception de la DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL :

2. Date modifiée de réception de la demande d'examen préliminaire international, en cas de CORRECTIONS apportées en vertu de la règle 60.1.b) :

3. ☐ La demande d'examen préliminaire international a été reçue PLUS DE 19 mois après la date de priorité et les points 4 et 5 ne sont pas applicables.

☐ Le déposant a été informé en conséquence.

4. ☐ La demande d'examen préliminaire international a été reçue dans le délai de 19 mois à compter de la date de priorité, prorogé en vertu de la règle 80.5.

5. ☐ Bien que la demande d'examen préliminaire international ait été reçue plus de 19 mois après la date de priorité, le retard à l'arrivée est EXCUSÉ en vertu de la règle 82.

Réservé au Bureau international

Demande d'examen préliminaire international reçue de l'administration chargée de l'examen préliminaire international le :

## PCT

## FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

## BREVATOME

9, rue du Docteur Lanceriaux  
75008 PARIS  
Tél 01 63 83 94 00 - Fax 01 45 63 83 33

## Annexe de la demande d'examen préliminaire international

Demande internationale n° <b>PCT/FR2004/050129</b>	Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international
Référence du dossier du déposant ou du mandataire <b>B 14208.3 FG</b>	Timbre à date de l'administration chargée de l'examen préliminaire international
Déposant <b>COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE - BALLAND-LONGEAU Alexia - CALONNE Marc - JOUSSE Franck - CATALA Jean-Marie</b>	
<b>CALCUL DES TAXES PRESCRITES</b>	
1. Taxe d'examen préliminaire .....	<b>1 530 Euros</b> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">P</span>
2. Taxe de traitement <i>(Les déposants de certains États ont droit à une réduction de 75% de la taxe de traitement. Lorsque le déposant a (ou tous les déposants ont) droit à cette réduction, le montant devant figurer sous H est égal à 25% de la taxe de traitement.)</i> .....	<b>129 Euros</b> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">H</span>
3. Total des taxes prescrites Additionner les montants portés dans les cadres P et H et inscrire le résultat dans le cadre TOTAL .....	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;"> <b>1 659 Euros</b> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;"> <b>TOTAL</b> </div>
<b>MODE DE PAIEMENT</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> autorisation de débiter un compte de dépôt auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir plus bas)	<input type="checkbox"/> espèces
<input type="checkbox"/> chèque	<input type="checkbox"/> timbres fiscaux
<input type="checkbox"/> mandat postal	<input type="checkbox"/> coupons
<input type="checkbox"/> traite bancaire	<input type="checkbox"/> autre (préciser) :
<b>AUTORISATION DE DÉBITER (OU CRÉDITER) UN COMPTE DE DÉPÔT</b> <i>(Les administrations chargées de l'examen préliminaire international ne permettent pas toutes l'utilisation de ce mode de paiement)</i>	
<input checked="" type="checkbox"/> Autorisation de débiter le total des taxes indiqué ci-dessus.	IPEA/ _____
<input type="checkbox"/> <i>(Cette case ne peut être cochée que si les conditions relatives aux comptes de dépôt établies par l'administration chargée de l'examen préliminaire international le permettent)</i> Autorisation de débiter tout montant manquant – ou de créditer de tout excédent – dans le paiement du total des taxes indiqué ci-dessus.	N° de compte de dépôt : <b>2804-0035</b>
	Date : <b>27 Janvier 2004</b>
	Nom : <b>Philippe AUDIER</b>
	Signature : _____

BREVETOME

10/550567

JC20 Rec'd PCT/PTO 2 6 SEP 2004

TRADEMARKS · MARQUES · DESIGNS · DESSINS &amp; MODELES · COPYRIGHT · DROITS D'AUTEUR · LICENSING · LICENCES

BUREAU DE PARIS  
PARIS HEAD OFFICE

OFFICE EUROPEEN DES BREVETS

D-80298 MUNICH  
ALLEMAGNE

Date : 27 Janvier 2005

V.REF : ---

N.REF : **B 14208.3 FG**  
579 jcOBJET : Demande internationale  
PCT/FR 2004/050129

OPINION ECRITE I

Date limite : 31 janvier 2005

Messieurs,

Nous nous référons à l'opinion écrite émise le 29 septembre 2004 émise par l'administration chargée de la recherche internationale de la demande internationale PCT ci-dessus référencée.

Vous trouverez ci-dessous l'argumentation que nous proposons en réponse à cette notification.

1) Concernant la revendication 1.

Le problème que se propose de résoudre l'invention est de mettre en oeuvre un procédé de préparation du poly( $\alpha$ -méthylstyrène), permettant d'obtenir notamment du poly( $\alpha$ -méthylstyrène) présentant un indice de polydispersité inférieur à 1,1.

Pour résoudre ce problème, les auteurs de l'invention ont mis en place un procédé de préparation de poly( $\alpha$ -méthylstyrène) comprenant successivement :

- a) une étape de préparation d'une solution comprenant le monomère  $\alpha$ -méthylstyrène et un solvant apolaire aprotique, tel que du toluène ;
- b) une étape de neutralisation de la solution préparée en a) comprenant l'ajout à cette solution d'une quantité efficace d'au moins un amorceur organométallique monofonctionnel (par exemple du BuLi), de manière à neutraliser les sources protiques de la solution préparée en a) ;
- c) une étape de refroidissement de la solution obtenue en b) à une température inférieure à 0°C ;

d) une étape d'amorçage de la polymérisation comprenant l'ajout à la solution refroidie en c) d'une quantité prédéterminée dudit amorceur monofonctionnel ;

e) une étape de propagation de la polymérisation comprenant l'addition à la solution préparée en d) d'un solvant polaire aprotique (tel que du tétrahydrofurane, du tétrahydropyranne), ledit solvant étant ajouté en une quantité inférieure à celle du solvant apolaire aprotique ;

f) une étape de terminaison comprenant l'ajout à la solution préparée en e) d'un solvant polaire protique (tel qu'un alcool anhydre).

L'idée qui sous-tend l'invention est donc :

- dans un premier temps, de créer, sans que la polymérisation ne puisse démarrer, des monomères activés se présentant sous la forme d'une paire d'ions non dissociée, grâce à l'utilisation d'un amorceur organométallique monofonctionnel en présence d'un solvant apolaire aprotique (étapes a), b), c) et d)) ;
- dans un deuxième temps, de réaliser la propagation de la polymérisation par l'ajout d'un solvant polaire aprotique en quantité plus faible que le solvant apolaire aprotique, pour, entre autres, éviter une propagation trop rapide de la polymérisation et ainsi un indice de polydispersité trop élevée (étapes e) et f)).

Le document D1 décrit, dans la partie consacrée à l'état de la technique, la possibilité de réaliser la polymérisation du monomère ( $\alpha$ -méthylstyrène) dans un solvant polaire afin d'augmenter la vitesse de polymérisation.

Comme alternative à cette possibilité, il est proposé, dans l'exposé de l'invention du document D1, un procédé de polymérisation du monomère ( $\alpha$ -méthylstyrène) dans un solvant apolaire, en présence d'un accélérateur de polymérisation, pour compenser la perte de vitesse liée à l'utilisation d'un tel solvant.

Nous ne voyons pas comment un homme du métier, en combinant l'enseignement des deux parties du document D1 mentionnées ci-dessus, aurait pu arriver au procédé de l'invention, qui impose l'utilisation séquentielle de deux solvants de nature différente.

L'Examinateur, en considérant que le problème posé par l'invention serait résolu en combinant les caractéristiques décrites dans le document D1, a manifestement apprécié l'activité inventive, de manière rétrospective, c'est-à-dire en se prévalant de la connaissance de l'invention et en recherchant s'il est possible d'arriver à cette invention en combinant différentes parties du document D1.

Il en est pour preuve que, tout en énonçant qu'il était évident pour un homme du métier de combiner les deux parties du document D1 mentionnées ci-dessus, l'Examinateur omet totalement de préciser le ou les motifs qui auraient conduit cet homme du métier à procéder à une telle combinaison.

JC20 Rec'd PCT/PTO 2 6 SEP 2009

Or conformément aux jurisprudences appliquées dans les offices désignés, dont notamment l'OEB, l'important n'est pas de savoir si un homme du métier aurait pu combiner les enseignements des deux parties du document de D1 pour réaliser l'invention, mais s'il l'aurait fait parce qu'il aurait espéré apporter une solution au problème technique posé.

Les deux parties du documents D1 citées étant totalement silencieuses sur le problème de l'indice de polydispersité des polymères obtenus, il apparaît clairement qu'un homme du métier n'aurait pas été incité à combiner les deux parties du document D1 pour résoudre le problème de l'invention.

De plus, même si l'homme du métier aurait été incité à combiner les deux parties du document D1, nous ne voyons pas comment il serait parvenu à la séquence d'étapes du procédé de l'invention.

Au vu de ce qui précède, le procédé tel que défini dans la revendication 1 implique donc une activité inventive au regard des parties citées du document D1.

2) Concernant les revendications 2 à 13.

Les revendications 2 à 13, dans la mesure où elles se rattachent à la revendication 1, impliquent également une activité inventive.

\*\*\*

Nous prions l'administration chargée de l'examen préliminaire international de la demande en instance de bien vouloir reconsidérer sa position quant au défaut d'activité inventive soulevé dans l'opinion écrite.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.



Fabien GUERRE